Conseil Fédéral National des 17 et 18 janvier 1996
Réponse de Guy LE NEOUANNIC

Je tiens tout d'abord à me réjouir du climat de ce Conseil Fédéral National, climat emprunt d'une manière générale de convivialité, de fraternité, d'amitié derrière les différents propos. Donc de sérieux. Je crois effectivement qu'il n'est plus besoin de s'agresser pour dire les choses avec franchise. Mieux, je crois qu'on peut enfin se dire un certain nombre de choses. Nous n'aurions pas pu avoir ce type de débat dans un CFN il y a quelques années, avec les tendances. Ç'aurait d'ailleurs été plus simple pour le Secrétaire général, mais c'est un autre problème. Il nous faut donc savoir accepter les critiques. Je disais hier *« il ne suffit pas qu'une position soit juste, il faut qu'elle soit comprise, et si elle ne l'est pas, nous aurons tort* ». Après l'intervention du Secrétaire général de mon Syndicat, je persiste à dire que notre position a été juste mais comme il ne l'a pas comprise, j'ai donc tort.

Dans nos sociétés, hélas, trop souvent ce n'est pas le fait qui prévaut mais la perception du fait lui-même. Le problème c'est bien de savoir pourquoi les faits sont perçus de telle ou telle manière et non pas différemment. Mais si nous voulons dépasser ce simple constat et en tirer quelque enseignement, et donc quelques bénéfices, des erreurs selon l'expression de certains, il nous faut non seulement prendre acte de ce qui est perçu comme une erreur, mais il nous faut également voir ce qu'il aurait fallu faire pour ne pas créer une telle situation assurément, et certainement voir comment se comporter pour qu'elle ne survienne pas.

Il y a au problème plusieurs remèdes. Certes, le plus simple c'est de ne rien faire pour créer ce genre de situation. Mais il vaut mieux s'en prémunir et je veux dire anticiper la douleur par une médication appropriée, c'est-à-dire se préparer. Mais je vais y revenir. Cependant, Hervé, une remarque entre nous, ici. L'intervention que tu viens de faire pose un certain nombre de problèmes au regard de l'action. De quel droit pourrais-je y répondre, au nom de quel débat, puisqu'elle intervient la dernière. Il faut aussi que nous apprenions à travailler autrement. Si un syndicat national, pas des moindres, a des choses à dire et des propositions à faire, il faut que tout le monde puisse en débattre. Sinon, au nom de qui vais-je répondre ?

Je souhaite, je l'ai déjà dit qu'on n'attende pas la dernière minute pour que les grands syndicats nationaux viennent s'exprimer à la tribune sinon on reste dans une méthode de fonctionnement traditionnelle qui est la méthode ancienne mais qui n'a rien à voir avec la nature des débats que nous devons avoir.

…

J'en viens … à ce qui a fait l'essentiel de nos débats c'est à dire à **la crise et aux actions de novembre-décembre puis aux dossiers qui sont devant nous et à l'UNSA.**

Sur des questions de cette nature, on n'en n'est plus aux réponses. On a exprimé les uns et les autres notre sensibilité et je crois qu'il n'est pas nécessaire d'essayer de s'auto-justifier ou de se défendre. Il faut assumer une responsabilité collective même si certains pensent que nous avons commis quelques erreurs et d'autres pas. La responsabilité de toute façon doit être assumée collectivement et rien ne changera les faits.

Une responsabilité collective donc au regard de nos mandats, une responsabilité collective dans le cadre des instances qui ont été appelées à en débattre et à en décider. Je fais référence aux CFN de juin et de septembre où nous avons discuté de ces questions, aux 2 bureaux

fédéraux et à l'Exécutif Fédéral qui se tient chaque semaine et où siègent les principaux syndicats nationaux. Simplement pour dire que ce n'est pas seulement l'humeur du secrétaire général de la FEN qui fait que l'on se positionne de telle ou telle manière. Je vais faire ici une parenthèse pour dire effectivement que je remercie Hervé pour ce qu'il a dit. D'ailleurs à ce propos, pour dire mon désaccord avec une formulation employée hier par Poujol de la FEN 64. Il a parlé de « *désaccord entre le Syndicat des Enseignants et la FEN* ». Quand on dit désaccord, c'est sur le fond. Il peut arriver que des points de vue différents soient exprimés entre les syndicats nationaux de la FEN, ça c'est même entendu ici. Mais tous sont la FEN. Il n'y a pas quelque part un syndicat et à côté une FEN qui lui serait extérieure. Il peut exister des points de vue différents entre les individus dans telle ou telle instance, c'est ce qui fait la richesse du débat, j'allais dire regardons-nous. Et même si on siège au titre d'un syndicat, on n'a pas automatiquement de mandat sur tout, on existe aussi les uns et les autres, on le sait bien avec notre propre sensibilité, et il n'est pas toujours simple de faire des synthèses. J'imagine que dans les syndicats nationaux, que dans les Sections départementales non plus, ce n'est non plus facile de faire des synthèses.

Je crois que personne n'a rien à gagner, à déformer ce qui est, pour moi, débat normal ou à grossir telles ou telles difficultés conjoncturelles, sauf à vouloir faire porter à d'autres une responsabilité qui est, je le répète, par principe une responsabilité collective. Ne succombons pas, je vous en prie, mes camarades, aux vieux démons, ce serait notre mort. Maîtrisons donc nos propos. Même remarque à propos de l'intervention de Philippe FROMENT qui semblait opposer hier des membres de l'Exécutif Fédéral et des syndicats au sein du Bureau Fédéral. Tous les membres du bureau fédéral siègent à égalité de responsabilité, à égalité de devoirs même si derrière certains on sait qu'il y a des syndicats. Il ne faut pas distribuer des bons et des mauvais points lorsque dans une instance on débat, sinon s'il n'y a plus cette liberté de parole dans une instance, alors l'instance se sclérose.

Moi, aussi j'ai fait des assemblées de militants dans des sections qui nous ont critiqués et j'ai constaté, ce qui est normal, que les avis ne sont pas unanimes entre les militants dans ces sections. Ces sections expriment pourtant et portent un point de vue et un seul parce qu'il ne peut pas y avoir 50 expressions d'une section comme il ne peut y avoir 50 expressions d'un syndicat. Mais ce n'est pas pour ça que la diversité n'existe pas. Chacun dit sa vérité, ce qui rend d'ailleurs toute vérité relative mais il faut bien en choisir une à un moment donné ou alors il faut, tu as raison, Robert ANDRE, renoncer à être une organisation nationale.

Mais au moins ne déformons pas les faits, c'est déjà assez de voir comment ils sont perçus et ressentis. Je vais revenir encore une fois sur le 11 au soir, sur « l'erreur, la boulette » comme l'ont dit certains. A la sortie de chez Juppé, il n'y avait plus qu'un seul journaliste de radio, celui de R.T.L., et ma déclaration n'est passée que le 12 au matin. Alors cessons de dire qu'il y a eu des choses le 11 au soir sur les radios, ce n'est pas vrai ! Personne ne l'a entendu, n'entendons pas des voix entre nous, soyons vraiment laïques, je vous en prie.

Alors par contre, il y a cette circulaire du 11 décembre au soir, et je suis toujours d'accord avec ce qui y est écrit parce que cela s'adresse à nos structures. Je dis qu'il faut dire la vérité quand la vérité est là. Si on ne peut pas informer nos structures, qui va-t-on informer ? On a rendu compte de l'audience dont nous sortions et la dernière phrase c'est "*dans ces conditions nous estimons que les raisons du conflit ont disparu*", - c'est d'ailleurs les termes que j'ai employés à la radio (je n'ai pas dit, « on lève le mot d'ordre de grève »). Et au contraire on poursuit :"*Mardi 12, nous manifesterons afin d'exprimer notre vigilance pour l'avenir*". Et enfin - et je répète c'est une circulaire interne - "*nous considérons désormais que les raisons*

de suspendre les mots d'ordre d'action ***dès mardi soir*** *sont réunies*", c'est à dire dès **le lendemain soir.**
Est-ce que ce n'est pas de notre responsabilité de dire ça ? Que faut-il dire ? Rien ?
On pouvait le dire autrement et déclarer qu'on a obtenu satisfaction et demander aux sections ce qu'elles en pensaient? Comment traduisez-vous cela ? : Le national pense qu'il faut arrêter . Cela ne revient-il pas exactement au même ?
Et la presse le lendemain n'a pas fait une fausse interprétation, elle a traduit intelligemment ce que volontairement je n'avais pas dit.

Alors il ne fallait rien dire ? Je ne sais pas gérer ça, je vous le dis franchement. Entre le bureau fédéral du 9 et le 11 soir il s'est passé un certain nombre de choses. On s'est réunit le 10 avec nos partenaires du groupe des 4, les syndicalistes « d'accompagnement » comme je l'ai entendu, et on est encore intervenu, on a encore écrit, on a encore plaidé, on a encore fait pression en s'appuyant sur la mobilisation et sur les manifestations. Et le 11 le Premier ministre nous dit, « *je retire tout* ».
Qu'est ce qu'il faut dire ? Je demande à chacun d'entre vous, en votre âme et conscience ce que vous auriez fait à la sortie ? Qu'est-ce que vous auriez dit ? Auriez-vous dit : « on n'a rien obtenu » ?
Il aurait fallu dire, on a gagné mais on renvoie aux sections pour les laisser décider. Là, il y a une question de forme et je l'ai dit hier, si c'est ça l'erreur, je la prends à mon compte totalement et je l'assume.

C'est mon camarade du SEP qui disait il y a la grève et puis il y a les manifestations, on peut gérer les choses différemment. En fait, c'est ce qui s'est fait. Et c'est vrai que le 12 a été un point fort, et nous y étions.

Il y a aussi la question des médias. Vous voulez que je vous dise un « truc » pour passer aujourd'hui dans les médias ? Je n'ai qu'à sortir de cette salle en disant que c'est moi qui ai pris les photos de Mitterrand... C'est surtout le scandale, la démagogie et la surenchère qui intéressent la presse et c'est ça le problème.
Mais cependant soyons objectifs. Je me suis fait faire un bilan sur ces questions des médias et de l'information interne :

- dans cette période, on vous a adressé 34 circulaires par fax. Vous n'avez pas manqué d'information ! Sans compter les contacts téléphoniques. On a publié 25 communiqués de presse.
- la FEN ou l'UNSA, ont été citées 309 fois dans la presse écrite , nationale exclusivement (parce qu'on ne peut pas faire le décompte dans les journaux de province). Nous avons fait 73 interventions dans les radios, soit plus d'une par jour, 23 passages à la télévision.

Mais ce qui m'importe aujourd'hui, c'est, comme le disait Patrick GONTHIER, d'essayer de tirer quelque enseignement de tout ça. Comment se prémunir un peu. Est-ce que notre réseau militant a bien fonctionné ? Est-ce qu'il n'est pas nécessaire que nous regardions de près des situations très diverses et très variées ? Que nous nous penchions sur la formation de nos militants qui, j'allais dire ne sont plus en formation permanente puisqu'on n'a plus nos ex-camarades dans l'organisation. Et quelquefois les nôtres se sont peut-être trouvés démunis lorsque qu'ils se sont brusquement retrouvés à nouveau face à eux.
Est ce que nous avons bien géré toute la circulation de l'information à tous les niveaux ? On sait bien que c'est difficile parce que nos collègues sont dispersés sur l'ensemble du territoire. Mais comment faisait-on quand il n'y avait pas la télé, la radio ? Et bien on se déplaçait. Il va

peut être falloir réapprendre à se restructurer. Peut-être un peu plus de « proximité » comme on dit pour employer le vocabulaire moderne et sans attendre la prochaine crise. Puis-je vous poser une question ? Combien d'assemblées générales avez-vous faites dans cette période ? Réponse : beaucoup. Combien en aviez vous fait dans les 12 mois qui précédaient ? Sans doute, beaucoup moins dans la plupart des cas. C'est peut-être que là qu'il y a à réfléchir.

Déficit de communication ? On a sans doute encore des progrès à faire, surtout l'UNSA d'ailleurs j'ai bien entendu. Mais on ne résoudra pas tout depuis le national. J'en profite pour dire que bien évidemment il apparaît que la section départementale pour l'action, est le niveau pertinent et même si on descend un peu plus c'est encore plus pertinent. Plus on est près du terrain, plus on est en accord avec le terrain, plus on peut informer le terrain, c'est évident. Est-ce pour autant qu'il faille opposer section départementale et section régionale, je pense que c'est vraiment un faux débat.

Alors nous nous sommes retrouvés dans ces actions. Mais faisons attention mes camarades, à cette mythologie unitaire pour ne pas y sombrer demain. Nous étions ensemble, oui, unis, non. L'unité suppose accord, accord sur l'analyse, un accord sur l'objectif, sur les revendications qu'on exprime et un accord sur la méthode pour y parvenir. On sait bien que toutes ces conditions étaient loin d'être remplies. Nous la FEN, nous les syndicats de la FEN, ne pouvons-nous pas aujourd'hui avoir un peu à froid ce débat avec nos collègues? Je ne souhaite pas qu'on laisse retomber cela. N'est-ce pas ça aussi préparer l'avenir ? Nous ne nous sommes pas trouvés dans cette action par hasard, Raphaël DESCAMPS, tu as raison. Je souhaite que demain nous ne nous retrouvions pas par hasard dans d'autres actions.

Personne n'a exprimé, je crois, des divergences sur l'analyse que nous portons sur les causes de la crise, PUZENAT, tu as répété en fait, ce que nous répétons depuis des semaines, des mois et des années y compris dans nos conseils fédéraux nationaux, et personne ne confond bien évidemment ici les éléments qui ont déclenché cette crise avec ses causes profondes. Le mouvement social de novembre et de décembre ne les a pas résolues, nous le savons tous. Il y a une inquiétude profonde, large, face à tous les risques d'exclusion, je suis d'accord avec ce que tu dis Laurent BRISSET, mais j'ai une petite nuance face à cette angoisse sur l'avenir que tu exprimes. Il y a des degrés qu'on n'évalue pas. C'est vrai que tout le monde éprouve de l'angoisse pour l'avenir, mais je crois qu'on mesure encore mal, nous, quelle est l'angoisse d'un SDF, et je ne crois pas que ce soit exactement de même nature. C'est pour ça que je dis que la globalisation, là aussi me gène un peu.

Comment résoudre toutes ces questions qui se posent à notre société ? Je crois que c'est ça le fond, le plus important aujourd'hui. Comment jouer totalement notre rôle syndical sinon en privilégiant justement les revendications qui visent à lutter contre les injustices contre ces inégalités et contre ces exclusions. Dans quels domaines ? Vous les avez tracés dans vos interventions, ils sont repris schématiquement dans le texte qui nous est proposé :

- dans le domaine de l'école, et oui, il faut peut-être plus que jamais en renforcer le rôle social, et insister là dessus ; sur la question de la formation professionnelle parce que il y a des questions de l'emploi ;
- oui bien évidemment sur les questions de protection sociale ;

sur la question de la précarité, parce que là aussi il y a derrière toute la question de l'emploi .

- oui bien évidemment sur le terrain des services publics et donc de l'égalité des citoyens.

Je rebondis un instant sur ce que disait Annie BERAIL à propos de la formation professionnelle. Je suis bien d'accord avec elle, ce qui est sous-jacent au travers de toutes les formes plus ou moins sociales de traiter le chômage des jeunes, c'est à nouveau ce que nous avions dénoncé avec le CIP. Mais notre travail aujourd'hui c'est peut-être de le dire, c'est peut-être de l'analyser correctement et de mettre en évidence un certain nombre de données sans revenir c'est vrai, à notre « intégrisme d'antan » mais en mettant en évidence ce qu'est la réalité de l'apprentissage et ce que doit être le service public de formation professionnelle. Il nous faut particulièrement veiller à ce que l'éducation nationale ne se voit pas simplement reléguée dans les formations de niveau 5. Nous avions déjà dû lutter contre la concurrence des établissements privés confessionnels qui ont exactement la même démarche et qui jouent aussi les créneaux porteurs et laissent le reste aux établissements publics.

Il nous faut aussi, et Jean-Paul ROUX, en a fait la proposition hier, travailler sur l'après Durafour. Jean-Paul a lancé un appel qui a déjà été entendu ..... puisque Jacques MAURICE, Gérard MARIEN, Jean-Yves ROCCA, Robert ANDRE ont insisté sur ce point, (JEan-Paul, je crois que tu viens d'hériter d'un groupe de travail). Il nous effectivement commencer à porter de manière plus précise un certain de nombre de revendications non seulement pour terminer le Durafour actuel mais pour anticiper sur la suite.

Tout ceci je crois, doit s'inscrire dans la même démarche, dans la même volonté de peser dans le sens de la transformation sociale.
Ce que nous avons fait en novembre et en décembre, est de même nature. En refusant les régressions, en nous battant et en faisant triompher notre point de vue nous avons fait échec à la politique libérale. Nous avons joué tout notre rôle et comme cela nous avons préparé d'autres succès. Je suis persuadé que ce n'est pas à partir de défaites qu'on prépare mieux les victoires futures, mais gardons la tête froide. Les exclus, les plus exclus allais-je dire, ou les vrais exclus, selon la connotation qu'on veut donner à cela, n'ont pas bougé. Pour de multiples raisons, parce qu'ils ne pouvaient pas, parce qu'il avaient peur. La révolution n'est sans doute pas encore pour demain.

Alors faudrait-il changer notre façon d'agir PUZENAT ? J'entends agir d'abord avec S.U.D, avec le SNUI, avec le groupe des 10 qui s'est d'ailleurs structuré en opposition ou par mimétisme avec l'UNSA ? Nous les avons appelés à venir travailler avec nous, pourquoi ne sont-ils pas venus ? Je commence être fatigué par moment d'entendre dire qu'il faut qu'on soit unitaire pour 25. On est là, on n'a jamais fermé aucune porte. Sur la sécurité sociale, on a invité les confédérations, certaines sont venues, certaines sont restées, certaines sont parties. Est-ce nous qui avons brisé l'unité ? Est ce que la rupture s'est passée au mois de décembre, ou est-ce qu'elle s'est passée il y un an? Je rêve de ce que nous aurions pu obtenir dans la rue si toutes les organisations avaient défendu le même point de vue, les mêmes idées que celles qui ont été affirmées à cette tribune ce matin par Gilles JOHANNET. Alors oui si au lieu de se battre en contre, on s'était battu « pour », on aurait fait avancer le dossier.

Maintenant il faut être vigilant bien sûr, car c'est vrai, ce n'est pas évident, je n'ai aucune confiance, pas plus qu'aucun d'autre nous je crois, a priori dans les promesses des gouvernements. Leur rôle, n'est pas de nous donner confiance, c'est de gérer le pays, le nôtre c'est d'obtenir satisfaction. Il y a en permanence une situation de nature dialectique pour ne pas dire conflictuelle et il y a des raisons d'être inquiets aujourd'hui. Je lis la presse, la Tribune Desfossés de ce matin rapporte des déclarations de GUEMARD, Secrétaire d'état à la santé : pas question d'instaurer un dispositif de sanction collective. Alors que va-t-il rester ? Nous voulons instituer la maîtrise médicalisée. Il répond que les instruments existent dans la

convention de 93. On a vu le résultat ! Si c'est ça on ne va pas être d'accord et si il faut se battre, on se battra.

J'ai déjà évoqué la précarité, il y a aussi devant nous autre dossier, celui des **salaires**. On nous a dit qu'on allait négocier, dans quelques temps. Faut-il agir aujourd'hui pour « créer le rapport de force » ? Je demande qu'on y réfléchisse.
Une autre question que je nous renvoie - parce que au delà du conseil fédéral on peut s'écrire, on peut se téléphoner, on peut se voir - faut-il globaliser ? Il y a aujourd'hui suffisamment de problèmes sur la sécurité sociale (ou l'assurance maladie pour limiter le champ), sur les questions de l'emploi, (il y a toujours 3 millions et quelque de chômeurs), en termes de précarité, sur les salaires, sur la formation continue, sur ..etc... je vais en oublier. Il y a de quoi globaliser. La CGT vient de nous écrire pour dire allez, allez, on repart début février, chiche que c'est pour demander le retrait du plan Juppé ! Est-ce qu'on y va?
Je ne crois pas qu'on puisse y aller, sinon on n'est pas cohérent avec ce qu'on défend. Si la CGT nous disait, on met tout à plat, on regarde ensemble ce qu'on veut, ce sur quoi on va se battre, alors là ce serait différent. Peut-être faut-il qu'on rediscute avec un certain nombre de confédérations comme la CGT, mais FO voudra-t-elle un jour discuter avec nous ? Je préfère m'inscrire dans ce type de démarche plutôt que de parler d'actions communes tant qu'on n'est pas d'accord.
Est-ce que nous allons, en fait, nous positionner demain sur des stratégies que nous avons toujours refusées hier. On en revient toujours au même point : qu'est qu'un syndicalisme de transformation sociale ? Est-ce exclusivement un syndicalisme protestataire ? Non, c'est un syndicalisme qui se donne vraiment les moyens de changer les choses en profondeur par les moyens les plus efficaces ce qui inclut la négociation et qui n'exclut surtout pas l'action.

Alors Michel LARQUET nous demandait de prendre exemple sur le syndicalisme allemand : « ils savent lutter » ! Il y a 8 jours, j'étais justement avec nos homologues allemands, suédois et hollandais, vous savez ce syndicalisme de l'Europe du Nord, réformiste, social-démocrate, celui qui se bat et obtient. Ils me disaient qu'ils avaient beaucoup suivi la crise qui s'est déroulée dans notre pays et ils ouvraient des grands yeux. Ils me demandaient d'expliquer ces mouvements qui les surprenaient. Eux ils se fixent un objectif revendicatif, ils se battent jusqu'au bout et puis quand ils ont obtenu satisfaction, ils s'arrêtent. C'est vrai la social-démocratie ça fonctionne autrement. Je t'en prie Michel n'invoque pas ce syndicalisme-là par rapport à la crise de décembre, ça n'a rien à voir.

Encore sur la **sécu**. Jean-Pierre GILET parlait de la difficile lecture de la position de la FEN. C'est vrai, nous avons senti la difficulté d'expliquer notre position. Trier le bon grain de l'ivraie ce n'est pas une chose simple, pas facile à expliquer. Nous avons sans doute été maladroits, mais enfin je crois que nous avons quand même au cours de ce Conseil Fédéral National clarifié nos positions. Nous avons à porter nos revendications déjà au travers du comité de vigilance.

Il y a une phrase qui m'a gêné dans ton propos, Hervé BARO "*Parce que la CFDT y est, nous devons être encore plus vigilants"*. Non, non, non, parce que si la CFDT est infréquentable alors il faut nous retirer du Comité. Je pense que nous devons être vigilants d'abord et essentiellement par rapport à nos mandats. Je ne crois pas que nous ayons à changer de position en fonction de l'image des uns et des autres. Ce n'est pas ce que tu as dit, je le reconnaît mais cela peut être interprété comme ça. Lorsque l'on dit d'accord pour être dans un même comité il faut qu'on respecte les autres organisations. C'est aussi comme ça qu'on construit l'unité. Si nous aussi maintenant nous commençons à parler de syndicalisme

d'accompagnement en ce qui les concerne, je crois que nous franchissons une limite qui est injuste. En tout cas sur le dossier de la protection sociale, il n'y a pas de divergences de positions qui se soient exprimées entre cette organisation et nous jusqu'à présent. On verra bien à l'usage. Si nous ne sommes pas d'accord il faudra le dire mais ne cherchons pas nous non plus ailleurs des boucs émissaires, nous avons bien assez de problèmes devant nous avec le gouvernement.

Alors j'en viens bien sûr à **l'UNSA**
Ah l'UNSA ! Si elle n'existait, il faudrait l'inventer. Je suis comme Alain OLIVE, j'ai tout entendu dans ce Conseil Fédéral, la FNA ne joue pas le jeu, la FNA n'existe pas dans un certain nombre d'endroits, la FAEN, nous... l'UNSA doit se construire dans les départements, l'UNSA doit affirmer son image etc. ... etc. ...

Un jour, Michel BOUCHAREISSAS, dans l'école libératrice, ça s'appelait comme ça à l'époque avait écrit un papier « yaka, fauqu'on, et piçadoit ». L'UNSA a 3 ans à peine, et on voudrait déjà que cette organisation soit l'égale de la CGT, de la CFDT, de FO. On sait très bien que c'est difficile, qu'il y a nous et les autres, que, quelle que soit la volonté des uns et des autres on fait avec les composantes qui sont aussi dans l'UNSA et que ces composantes sont peut-être moins fortes que nous le sommes dans un certain nombre de domaines. Il y en a qui sont encore très bien implantées dans leur secteur et qui fonctionnent très bien mais qui n'ont pas notre volume, y en a d'autres qui ont un volume non négligeable mais qui ne sont pas toujours bien implantées. C'est ça la réalité de l'UNSA et ce n'est pas simplement par des incantations que l'on va faire en sorte que ça aille. Non, c'est un travail permanent, constant auquel nous devons nous atteler un peu partout. Mais on ne se substituera pas aux composantes de l'UNSA, ne rêvons pas. Alors se tracer des perspectives, se transformer en confédération ça nécessite mes camarades, un débat, bien évidemment qui ne peut être tranché qu'en congrès.
Donc lors du prochain congrès, dans un an, il faudra en débattre. Si on le fait, il faudra mesurer tous les éléments. Je ne dis pas que je suis contre, je dis qu'il faut qu'on mesure tout : ce que ça nous apporte, ce que ça ne nous apporte pas. Vous vous souvenez du débat lorsque l'on a créé l'UNSA, avec d'autres : surtout ne pas rentrer en conflit avec les autres confédérations, ne pas créer une 6ème confédération, une confédération de plus. Pour l'instant, c'est le mandat que j'ai le devoir de respecter.
On ne voulait pas cristalliser encore un peu plus la division syndicale. Donc il faut qu'on réfléchisse. Faut-il qu'on change de point de vue et pourquoi ? Et si on le fait, est-ce que ça va arranger nos relations avec les confédérations ?
Une fois qu'on l'aura dit, qu'est-ce que ça changera à la nature de l'UNSA d'aujourd'hui? On ne sera pas plus nombreux. Y aura-t-il d'autres syndicats qui nous rejoindront parce qu'on aura pris le sigle de confédération? Si c'est simplement pour changer de sigle est-ce que c'est intéressant ? Et une fois qu'on aura transformé la structure, est-ce que ça nous donnera un rôle plus pertinent automatiquement ailleurs? Est-ce que ça nous donnera capacité à négocier dans les conventions collectives? Il faudra transformer un certain nombre de textes avec l'accord du politique et des autres confédérations Ce n'est pas nous qui allons changer simplement par slogan le contenu, la réalité de ce qu'est une structure en l'appelant confédération. Une confédération ça se crée à partir de l'intérieur, c'est un label qui se conquiert, c'est une construction progressive. Ce n'est pas de la frilosité de ma part mais attention à ne pas jouer à la grenouille qui veut se faire plus grosse que le bœuf.
Gérons d'abord nos problèmes en interne.

Nous sortons des élections à la Fonction publique territoriale et le rapport qu'a présenté Francis l'autre jour a bien montré que nous avons, là où nous nous sommes investis, effectivement marqué des points. Nous avons cependant moins bien réussi qu'on ne l'aurait souhaité, mais certains se sont peut-être un peu affaiblis. Il va falloir qu'on mette les choses à plat. Mais le problème qu'on a, est double me semble-t-il. Maintenant qu'on a des élus, comment faire pour les former, pour les aider dans leur tâche d'élus à tous les niveaux ? C'est un mandat qu'il faut que l'on donne à l'UNSA dans le cadre du centre de formation. Et puis la deuxième question, c'est la syndicalisation.
Je vous propose qu'on **mette en place un groupe de travail** sous la responsabilité de Francis CARRIE pour regarder cette question avec les syndicats nationaux qui sont concernés ou qui se sont sentis concernés par ces élections. Ce n'est pas la FEN qui va décider toute seule, elle ne peut le faire qu'avec ses syndicats nationaux.

Alors j'en arrive à la fin, nous avons devant nous des enjeux importants, je crois pouvoir affirmer à l'issue de ce conseil fédéral national que nous avons des mandats clairs et que notre objectif c'est bien de les faire aboutir. De les faire aboutir avec nos pratiques et nos méthodes qui sont la négociation et l'action si nécessaire. J'ai un peu l'impression de me retrouver dans le débat sur l'évaluation, c'est-à-dire qu'à mesure que le dossier va avancer, il nous faut l'évaluer et savoir ce qu'il faut corriger, quelles actions il faut engager ! L'action ne doit ni nous effrayer, ni nous attirer comme la flamme attire le papillon. Faudra-t-il de nouvelles grèves, faudra-t-il de nouvelles manifs? On a une proposition, je ne sais pas instantanément répondre à cette question. Le problème n'est pas de faire, cela ne me gêne pas, mais de savoir pourquoi on le fait et à quel moment on le fait. C'est le but qu'il faut d'abord fixer et ce but lui-même est fonction de l'analyse que nous faisons. Dans le domaine de l'éducation, les motifs existent incontestablement. Sur les salaires, la menace est là et le problème est devant nous. Sur les questions de sécurité sociale, je l'évoquais tout à l'heure, si le gouvernement se comporte comme ça, inévitablement il faudra qu'on réagisse.

La question est peut-être moins de savoir s'il faut passer à l'action que de savoir si on va tout globaliser, tout mélanger. Allons-nous coller en fait à nos ex-camarades sur tout et n'importe quoi ? Pour répondre, il faut savoir si nous sommes capables oui ou non d'expliquer sur chacun de nos dossiers nos positions. Informer, débattre, discuter avec les adhérents et décider alors de ce qu'il faut faire. Mais gardons-nous, je vous en conjure, des réflexes impulsifs qui nous incitent à coller à d'autres. Si nous voulons gagner, partout, et des adhérents et les élections professionnelles, nous n'avons jamais intérêt à passer pour des « photocopies ».

Ayons confiance en nous, définissons entre nous notre ligne, prenons ici nos décisions et je crois que nous serons sur la bonne voie.